

La classe ouvrière et les libertés démocratiques

(Brochure de formation — mars 1971)

La lutte pour la démocratie est un élément essentiel, central, de la lutte historique du prolétariat pour son émancipation. Marx et Engels n'ont cessé de le souligner. La mythologie créée par les staliniens, selon laquelle il existerait une catégorie appelée "révolution démocratique bourgeoise", une "bourgeoisie démocratique", etc., selon laquelle les libertés et droits des travailleurs seraient un aspect naturel et inséparable du régime parlementaire bourgeois, et ainsi de suite, constitue un élément essentiel de leur idéologie de la "démocratie avancée" et des "voies parlementaires au socialisme", de leurs efforts pour soumettre les travailleurs à l'emprise de l'idéologie bourgeoise, de leur lutte pour la défense de l'appareil d'Etat bourgeois et contre l'instauration, sur ses ruines, de la force suprême de la démocratie : le pouvoir des conseils ouvriers, forme normale de la dictature du prolétariat.

I. — Révolution bourgeoise et révolution démocratique

Le titre "La Révolution démocratique bourgeoise en Allemagne" frauduleusement donné par l'éditeur des Editions sociales au recueil des trois ouvrages d'Engels : *La Guerre des paysans*, *Révolution et contre-révolution en Allemagne*, *La campagne pour la constitution du Reich* (alors que, s'il fallait absolument donner un titre commun à ces trois écrits, le seul à exprimer la conception qui en découle et les unit serait *La Révolution permanente en Allemagne*) permet de situer le problème.

Le premier de ces ouvrages d'Engels est consacré à la grande guerre des paysans en Allemagne en 1525. Sur la base du développement économique qu'avait connu l'Allemagne depuis deux siècles — et qui aboutissait à y développer l'importance de la bourgeoisie marchande des villes, et à y affaiblir l'absolutisme de l'empire lié à la hiérarchie catholique romaine, sans pourtant, comme en France ou surtout à ce moment en Angleterre, y créer les conditions d'une centralisation politique —, la réforme impulsée par Luther en 1517 opposant à l'autorité de l'Eglise romaine la raison, le libre examen des textes religieux par chaque croyant, exprimait les intérêts de toutes les couches sociales, des paysans et des plébéiens des villes à la petite noblesse, à la bourgeoisie des villes et même à une partie des princes, regroupait au départ tous ceux qui avaient un intérêt commun à la lutte contre l'empire et pour la sécularisation des biens du clergé. Mais s'il fallait au début "grouper tous les éléments d'opposition, déployer l'énergie la plus résolument révolutionnaire", "d'une part, les paysans virent dans les appels de Luther à la lutte contre les prêtres (...) le signal de l'insurrection", "crurent le moment venu pour régler leurs comptes avec tous les oppresseurs", "de l'autre, les bourgeois modérés et une grande partie de la petite noblesse, (...) entraînant même avec eux un certain nombre de princes (...), désiraient seulement mettre un terme à la toute-puissance des prêtres, à la dépendance vis-à-vis de Rome et de la hiérarchie catholique et s'enrichir grâce à la confiscation des biens de l'Eglise." Bientôt, "les partis se séparèrent", Luther "trahit les éléments populaires du mouvement et adhéra au parti de la noblesse, de la bourgeoisie et des princes", prêcha "l'évolution pacifique" et la "résistance passive", et lorsque l'insurrection paysanne éclata, il lança son fameux appel à l'union des bourgeois et des princes, de

la noblesse et du clergé contre "les bandes paysannes pillardes et tueuses" : "Il faut les mettre en pièces, les étrangler, les égorger, en secret et publiquement, comme on abat les chiens enragés ! C'est pourquoi, mes chers seigneurs, égorgez-les, abattez-les, étranglez-les, etc."

Les paysans révoltés, qui, alliés à la mince couche urbaine du prolétariat embryonnaire, tentèrent en vain d'instaurer un communisme nécessairement utopique parce que les prémisses matérielles n'en existaient pas encore, furent écrasés.

Dès 1525, la bourgeoisie allemande, pour des raisons spécifiques, s'avérait incapable de mobiliser les masses sous sa direction. Ce qui devait être possible dans l'Angleterre du XVII^e siècle, et, plus encore, dans la grande Révolution française, où l'accession au pouvoir momentané (1793) de la petite bourgeoisie démocratique devait permettre d'y nettoyer les Ecuries d'Augias de l'ancien régime bien plus profondément qu'ailleurs — était déjà impossible, pour des raisons historiques, spécifiques en Allemagne, et l'Allemagne devait d'ailleurs le payer par les effroyables destructions de la guerre de Trente ans et un retard historique accumulé au XIX^e siècle. Dès le XVI^e siècle, la révolution démocratique — destruction de l'ancien régime par la mobilisation des masses et la dictature de la petite bourgeoisie — s'y opposait à la révolution bourgeoise.

Mais — et c'est ce que démontre Engels dans les deux autres ouvrages de ce recueil — c'est désormais impossible partout en Europe en 1848. Désormais, là où l'ancien régime n'a pas été anéanti, la bourgeoisie ne peut plus mobiliser les masses pour le faire : "La bourgeoisie allemande a le malheur d'arriver trop tard... (En 1848) elle prit peur, bien plus du prolétariat français que du prolétariat allemand. Les combats de juin 1848 à Paris lui montrèrent ce qui l'attendait... Il n'est plus possible, aujourd'hui, que la bourgeoisie puisse tranquillement instaurer son pouvoir politique en Allemagne, alors qu'il se survit déjà en Angleterre et en France."

Dès 1845-1847, la pensée politique de Marx et d'Engels se concentre, non sur l'identification des termes "révolution bourgeoise" et "révolution démocratique", mais sur leur antagonisme. L'analyse de la Révolution française leur avait montré que la période démocratique de cette révolution avait tendu à déborder les cadres du régime bourgeois — tentative qui avait échoué et ne pouvait qu'échouer, faute de bases matérielles (développement économique) et sociales (caractère embryonnaire du prolétariat) suffisantes, mais

aboutissant alors, après une courte phase de la dictature de la bourgeoisie (la Convention thermidorienne, le Directoire) à la dictature militaire de Bonaparte, sur la base des rapports de production bourgeois et de leur extension.

Dès ce moment, la bourgeoisie leur apparaît comme l'adversaire de la démocratie. Ce qu'écrivit Engels dès septembre 1845 : *"Aujourd'hui, la démocratie, c'est le communisme"*, revient comme un leitmotiv dans de nombreux textes qu'ils écrivent à cette époque. Le *Manifeste communiste* conclura : *"La première étape dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie"* ; et c'est dans ce sens bien précis que Marx intitula son quotidien *La Nouvelle Gazette rhénane, "organe de la démocratie"*.

L'expérience de la révolution de 1848 leur permettra de préciser et de réviser leurs conceptions sur un seul point, à vrai dire essentiel : l'attitude du parti du prolétariat vis-à-vis des partis de la petite-bourgeoisie, l'expérience ayant démontré que non seulement la bourgeoisie mais la petite-bourgeoisie sont désormais incapables partout de diriger la *"révolution démocratique"* jusqu'à sa conclusion logique, *"la constitution du prolétariat en classe dominante"*. Ce sera le sens de la fameuse circulaire de mars 1850 du bureau central de la Ligue des communistes (récemment rééditée aux Editions Spartacus dans : Marx-Engels, *Textes sur l'organisation*), qui conclut en ces termes :

"Ils (les ouvriers allemands) doivent contribuer eux-mêmes à leur victoire finale en prenant conscience de leurs intérêts de classe, en se posant aussitôt que possible en parti indépendant, et, malgré les tirades hypocrites des petits-bourgeois démocratiques, en ne perdant pas un seul instant de vue l'organisation autonome du parti du prolétariat. Leur cri de guerre doit être : la révolution en permanence !"

C'est de ce texte, on le sait, que Trotsky partira en 1904 pour développer sous sa forme actuelle la théorie de la Révolution permanente.

II. — Capitalisme, régime parlementaire et libertés démocratiques

Les stalinien (et les réformistes) entretiennent également le mythe de l'existence d'une "bourgeoisie démocratique" (ou "républicaine"), fraction importante et permanente, non de la petite bourgeoisie, mais de la grande, du grand capital.

Or, s'il existe effectivement dans la petite bourgeoisie un attachement profond aux libertés, lié à leurs aspirations à résister aux monopoles et aux banques — ces aspirations ne peuvent toutefois se réaliser que si le prolétariat, réalisant son unité, se "constituant en classe", engage le combat contre le capital, regroupant derrière lui toutes les forces de la nation qui ne sont pas directement liées à la domination du capital —, il n'en est pas de même pour la bourgeoisie industrielle et bancaire, même au XIX^e siècle.

A cette époque, même le pays classique du régime parlementaire, celui où le pouvoir s'identifiait au Parlement, à ce point que Marx n'y excluait pas l'accession pacifique du prolétariat au pouvoir par la voie du Parlement — l'Angleterre — était en même temps un pays où le prolétariat était privé de tous droits politiques, et où le premier grand mouvement de classe prolétarien de l'histoire, le chartisme, s'était profondément organisé autour de la lutte pour le suffrage universel. La réforme électorale de 1867 ne devait encore y donner le droit de vote qu'à la petite bourgeoisie des villes et à l'aristocratie ouvrière — provoquant le passage des dirigeants syndicaux du côté de l'impérialisme en formation — et le suffrage universel ne devait y être réalisé qu'en 1921 — au moment où la puissante bureaucratie travailliste avait émoussé la portée de cette arme pour les masses. Il en fut de même, sous des formes diverses, dans de nombreux pays bourgeois d'Europe — en Belgique, par exemple, où, au début du XX^e siècle encore, se déroulèrent des grèves générales aboutissant à des affrontements sanglants pour le suffrage universel.

De plus, la liberté essentielle pour le prolétariat, sans laquelle le suffrage universel peut aussi bien être l'arme plébiscitaire du bonapartisme (Second Empire, régime de Bismarck), c'est son droit à s'organiser librement sur son terrain de classe : droit syndical, droit de grève, etc. Partout, en Europe comme aux États-Unis, ces droits n'ont été acquis que par de dures luttes des masses exploitées contre l'État bourgeois, *"bourgeoisie démocratique comprise"*.

En un mot, la "démocratie bourgeoise idéale", c'est la démocratie pour les bourgeois, la privation de tous droits pour les travailleurs. Même là où les luttes internes à la bourgeoisie l'obligent à instaurer le suffrage universel, celui-ci se réduit à la possibilité « de décider, une fois tous les trois ou six ans, quel membre de la classe dirigeante devait "représenter" et fouler aux pieds le peuple au Parlement » (Marx, *La Guerre civile en France*). *"Telle est l'essence véritable du parlementarisme bourgeois, non seulement dans les monarchies parlementaires, mais encore dans les républiques les plus démocratiques"*, ajoutera Lénine.

D'autre part, on sait que l'expérience du coup d'État de Napoléon III avait amené Marx, dès 1852 (voir *Le Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte*) à réviser le *Manifeste* sur un point : la *"conquête de la démocratie"* ne suffit pas pour assurer la constitution du prolétariat en classe dominante, il faut détruire la machine policière de l'État que le prolétariat *"ne peut utiliser pour ses propres fins"*. La nécessité de briser la machine répressive de l'État (de l'État tout court, car l'État ouvrier, la Commune, est d'une autre nature, n'est pas une "machine répressive" élevée au-dessus de la société, mais l'État des travailleurs en armes : *"détruire l'État parasite"*, reprendra Lénine dans *L'État et la révolution*) est développée par Marx dans la *La Guerre civile en France* et plus encore dans les deux projets de rédaction de ce texte qui figurent dans l'édition des Editions Sociales de 1953, en même temps que la tendance au bonapartisme de tous les États bourgeois :

"Le parlementarisme en France était arrivé à son terme. Sa dernière période de plein épanouissement, ce fut la république parlementaire, de mai 1848 au coup d'État."

L'Empire qui le tua fut sa propre création. Sous l'Empire, avec son corps législatif et son Sénat — c'est sous cette forme qu'il a été reproduit par les monarchies militaires de Prusse et d'Autriche —, il avait été une simple farce, un simple appendice du despotisme sous sa forme la plus grossière. Le parlementarisme était alors mort en France et la révolution ouvrière n'allait certainement pas le faire renaître de ses cendres" (Idem, p. 213).

" Cette guerre civile a détruit les dernières illusions sur la "République". Tous les éléments sains en France reconnaissent que la seule république possible, dans ce pays et en Europe, est une "République sociale", c'est-à-dire une république qui enlève à la classe des capitalistes et des grands propriétaires fonciers l'appareil d'État et qui le remplace par la Commune... L'autre république ne peut être autre chose que le terrorisme anonyme de toutes les fonctions monarchistes, du bloc des légitimistes, orléanistes et bonapartistes, et elle a pour aboutissement final un Empire quelconque. Elle ne peut être que la terreur anonyme d'une domination de classe qui, après avoir fait son sale travail, finira toujours par éclater sous la forme impériale !" (Idem, p. 222).

Il n'est pas difficile de trouver dans ces lignes l'annonce du destin qu'ont connu, entre autres, les III^e et IV^e Républiques en France. On voit, en tout cas, qu'il est au moins hasardeux de tenter de faire de Marx un partisan de l'*"union des républicains"*, et des *"voies parlementaires vers le socialisme"*, de la *"démocratie avancée"* ou des *"réformes de structure anticapitalistes"*, sans destruction préalable de la machine policière de l'État.

Même si le pronostic de Marx s'est, comme ce fut souvent le cas, réalisé moins vite qu'il ne le pensait — même si des mobilisations des masses comme celle qui s'est réalisée

en France à l'occasion de l'affaire Dreyfus ont limité pour une période le rôle de l'armée dans l'État —, aujourd'hui, partout, la "machine" militaro-policière de l'État s'est développée sur une échelle sans précédent (il est à peine utile de mentionner que l'Angleterre et les États-Unis ne font plus exception), et partout le gouvernement bourgeois gouverne en s'appuyant directement sur cette machine, le Parlement étant réduit à un rôle de cache-sexe de la police.

Enfin, le maintien du régime du profit, dans la phase de son agonie, exige que la bourgeoisie s'attaque à tous les droits acquis des travailleurs, les précipite dans la déchéance et la barbarie, et n'est donc plus compatible avec le maintien du droit démocratique le plus fondamental, le droit à l'organisation de classe du prolétariat.

La collaboration de classes entre appareils bureaucratiques dirigeants du mouvement ouvrier et État bourgeois supposait certaines concessions aux travailleurs, pour que les directions puissent canaliser leurs mouvements de masse dans les canaux du parlementarisme de façade. Certes, ces concessions étaient reprises une fois les masses démobilisées, mais cette collaboration de classes ne pouvait du moins se réaliser qu'avec le maintien d'une certaine autonomie des organisations de classe du prolétariat qui les réserve en tant que cadres de la mobilisation des masses. Le maintien du régime du profit exige donc la destruction des organisations de classe du prolétariat, leur intégration, leur fusion avec l'État bourgeois, comme le soulignait Trotsky dès 1938.

La lutte pour les libertés démocratiques est donc, beaucoup plus directement qu'au XIX^e siècle, lutte contre l'État bourgeois, pour sa destruction, lutte pour le socialisme.

III. — Organisations ouvrières, démocratie, stratégie du front unique et lutte pour le socialisme

Dans une lettre bien connue à Weydemeyer, Marx relève qu'il n'a pas découvert la lutte des classes, mais que sa contribution propre consiste en ce que :

1. — cette lutte se réduit de plus en plus à notre époque à la lutte entre bourgeoisie et prolétariat ;
2. — la conclusion de cette lutte ne peut être que la dictature du prolétariat ;
3. — le prolétariat constitué en classe dominante a pour but la disparition de toutes les classes.

Il résulte de là que la classe ouvrière n'est pas une classe comme les autres. De même que l'État ouvrier, si, d'un côté, il est l'État bourgeois sans bourgeoisie, de l'autre, est en même temps déjà "en quelque sorte le non-État" (Lénine), de même la classe ouvrière, si elle est, d'une part, une classe de la société bourgeoise, soumise à l'influence massive de l'idéologie bourgeoise, des "idées dominantes qui sont celles de la classe dominante" (*Manifeste*), de l'autre en même temps, lorsqu'elle "se constitue en classe" par l'organisation, par la réalisation de son unité dans l'action, qui implique son indépendance, elle est en même temps une non-classe, contenant en germe le pouvoir des conseils, forme suprême de la démocratie, et la dissolution des classes et de l'État dans la société communiste.

On sait que *Le Capital* n'est pas un traité d'économie, fût-il marxiste, n'en déplaie à d'aucuns, mais bien un ouvrage de critique de l'économie, c'est-à-dire qu'il analyse, non seulement les lois de l'économie capitaliste, mais leurs contradictions et la loi de la destruction imminente de ces lois ; on sait en même temps que les catégories économiques ne sont pour Marx que la substance des rapports sociaux et politiques, des combats de classes — c'est pourquoi, n'en déplaie à M. Rubel qui prétend accommoder Marx à sa sauce moralisante, l'histoire de la lutte des travailleurs anglais pour la limitation de la journée de travail et pour la législation des fabriques n'est pas une addition parasite au *Capital*, mais en fait essentiellement partie. On n'a peut-être pas toujours prêté toute l'importance qu'elle mérite à cette phrase de Marx :

"La législation des fabriques est la première réaction consciente et planifiée de la société sur la forme spontanée de son processus de production. En réglant le travail dans les fabriques et les manufactures, elle apparaît en premier lieu comme une immixtion dans les droits d'exploitation du capital."

La portée que revêt aux yeux de Marx l'organisation des travailleurs en syndicats apparaît dans ces lignes, comme dans la résolution sur les syndicats, adoptée par le Congrès de Genève de la I^{re} Internationale (il ne faut pas oublier que la rédaction définitive du Livre I^{er} du *Capital*, les conférences sur *Salaire, prix et profit* où Marx expose la nouvelle théorie du salaire — révisant sur ce point le *Manifeste* — qu'il a élaborée, ce qui fonde théoriquement le rôle des syndicats, et cette résolution qui la définit dans toute son ampleur, sont produits simultanément, d'un même effort de pensée, par Marx en 1866). La classe ouvrière se constituant comme classe en réalisant son unité par l'organisation dans l'indépendance, c'est déjà la lutte pour le socialisme.

Un peu plus tard (9 mars 1869), Marx, répondant à l'Alliance bakouniniste, définira le rôle de la I^{re} Internationale comme suit :

"Conformément à l'article 1^{er} de ses statuts, l'Association internationale des travailleurs admet toutes les organisations ouvrières (...) ayant le même but, savoir la défense, le progrès et l'émancipation complète de la classe ouvrière."

Comme les divers secteurs de travailleurs dans le même pays et les classes ouvrières des divers pays sont placés dans des conditions différentes et ont atteint des degrés de développement divers, il semble presque nécessaire que les notions théoriques qui reflètent le mouvement réel doivent aussi différer."

Cependant, la communauté d'action suscitée par l'Association internationale des travailleurs, l'échange des idées facilité par les organes publics des différentes sections nationales et les débats directs aux congrès généraux engendreront sûrement peu à peu un programme théorique commun."

Ce texte demande évidemment à être complété par le passage bien connu du *Manifeste* (début du chapitre II) où se trouve définie "la position des communistes par rapport à l'ensemble des prolétaires". Et il serait naturellement absurde d'en déduire que Marx avait une conception spontanée de l'évolution du mouvement ouvrier vers le programme marxiste, le rôle dirigeant qu'il jouait au conseil général de l'AIT étant évidemment à ses yeux un facteur essentiel de la perspective qu'il ouvrait.

Mais sa définition de l'Internationale comme le cadre organisationnel permanent du front unique, dans l'indépendance de classe du prolétariat, en même temps que de l'accession, par la méthode de la démocratie ouvrière, au programme scientifiquement juste, mérite de retenir notre attention, tant du point de vue de la méthode de construction du parti (Ligue ouvrière révolutionnaire) que de celle de la stratégie du front unique, deux aspects d'un même problème.

La stratégie du front unique est, on le voit, un trait permanent du programme marxiste. C'est seulement la force particulière prise par cette stratégie, par exemple en 1921 (après le III^e Congrès de l'IC), lutte pour l'unité d'action entre partis communistes et partis sociaux-démocrates dans des conditions historiques données — qui est conjoncturelle, "tactique" — n'en déplaie aux pablistes.

La contradiction que contient en germe, nous l'avons vu, l'organisation de classe du prolétariat et le prolétariat lui-même comme classe s'est développée aujourd'hui en antagonisme entre le caractère de classe prolétarien des organisations ouvrières de masse et les appareils bureaucratiques bourgeois de ces organisations.

Le capitalisme à l'agonie est en lutte pour détruire le caractère de classe prolétarien du mouvement ouvrier ; il s'appuie, dans cette lutte, sur les appareils bourgeois qui divisent, fragmentent, atomisent la classe ouvrière, la privant par là même de son indépendance de classe.

La lutte pour les libertés démocratiques, donc pour la plus essentielle de ces libertés, le droit du prolétariat à l'organisation indépendante de classe, est donc **par nature** une lutte pour le front unique de classe ; elle s'appuie sur le caractère prolétarien des organisations contre le caractère bourgeois des appareils ; elle est directement une lutte contre les appareils et contre l'Etat bourgeois ; elle implique à la fois la

lutte pour la démocratie dans le mouvement ouvrier, pour la "destruction de l'Etat parasite", pour la forme suprême de la démocratie en tant que pouvoir du peuple, le pouvoir des conseil ouvriers.

La campagne Speller, la campagne pour l'UNEF syndicat de classe, entièrement intégrées à l'ensemble de notre politique, en témoignent.

Résolution adoptée par le Congrès de Genève (1866) I^{er} Congrès de l'Association internationale des travailleurs

Les syndicats, leur passé, leur présent et leur avenir

Leur passé

Le capital est une force sociale concentrée, tandis que l'ouvrier ne dispose que de sa force de travail.

Le contrat entre le capital et le travail ne peut donc jamais être conclu en termes équitables, pas même équitables au sens d'une société qui place dans des situations opposées, d'un côté la propriété des moyens matériels de la vie et du travail, de l'autre les énergies productives vitales.

La seule puissance sociale des ouvriers, c'est leur nombre.

La force du nombre est cependant brisée par la désunion. La désunion des ouvriers est engendrée et perpétuée par la concurrence inévitable qu'ils se font entre eux.

Les syndicats sont nés à l'origine des efforts spontanés des ouvriers pour éliminer, ou du moins limiter cette concurrence, afin de conquérir des termes du contrat qui leur permettent au moins de s'élever au-dessus de la condition de simples esclaves.

L'objet immédiat des syndicats était donc limité aux nécessités quotidiennes, à des mesures appropriées pour mettre en échec les empiètements continuels du capital, en un mot aux questions de salaire et de durée du travail.

Cette activité des syndicats n'est pas seulement légitime, elle est nécessaire. On ne peut s'en passer tant que dure le système de production actuel. Au contraire, il faut la généraliser en formant des syndicats et en combinant leurs efforts dans tous les pays.

D'un autre côté, les syndicats, sans qu'ils en soient conscients eux-mêmes, sont devenus des **centres d'organisation** de la classe ouvrière, comme les municipalités et les communes du Moyen Age l'avaient été pour la classe bourgeoise.

Si les syndicats sont nécessaires pour les combats de guérilla entre le capital et le travail, ils sont plus importants encore en tant que **moyens d'organisation pour supplanter le système du travail salarié et de la domination du capital lui-même.**

Leur présent

Trop exclusivement préoccupés des luttes locales et immédiates contre le capital, les syndicats n'ont pas encore pleinement compris quelle puissance ils constituent pour agir contre le système de l'esclavage salarié lui-même. Par suite, ils se sont tenus trop à l'écart des mouvements sociaux et politiques généraux. Dans ces derniers temps, cependant, ils semblent s'éveiller à une certaine conscience de leur grande mission historique, comme le montrent, par exemple, leur participation en Angleterre aux récents mouvements politiques, l'idée plus large qu'ils se font de leur fonction aux Etats-Unis et la résolution suivante adoptée à la récente grande conférence des délégués des syndicats à Sheffield :

"Que cette conférence, appréciant pleinement les efforts faits par l'Association internationale pour unir par un lien fraternel commun les travailleurs de tous les pays, recommande de la façon la plus pressante aux diverses sociétés qui sont représentées ici de s'affilier à cette organisation, dans la conviction qu'elle est un élément essentiel au progrès et à la prospérité de la communauté tout entière des travailleurs."

Leur avenir

En dehors de leurs objectifs primitifs, ils doivent maintenant apprendre à agir délibérément comme centres organisateurs de la classe ouvrière dans le grand intérêt de son **émancipation complète**. Ils doivent soutenir tout mouvement social et politique qui tend à aller dans cette direction. En se considérant et en agissant comme les champions et les représentants de la classe ouvrière tout entière, ils ne peuvent manquer d'enrôler dans leurs rangs les inorganisés.

Ils doivent veiller soigneusement aux intérêts des professions les plus mal payées, tels que les travailleurs agricoles, que des circonstances exceptionnelles ont impuissantés.

Ils doivent convaincre tout le monde que leurs efforts, loin d'être étroits et égoïstes, ont pour but "*l'émancipation des millions d'hommes que l'on foule aux pieds*".

Gérard Bloch